ÉCOLE LA MISSION À TOUT PRIX

TELQUEL

■ N°217. Du 18 au 24 mars 2006. 15 DH

LE MAROC TEL QU'IL EST

PORTRAIT-ENQUÊTE
EXCLUSIF

YASSINE MANSOURI

L'espion de Sa Majesté

Terroristes marocains en Europe, petits et grands secrets du Polisario, fortunes marocaines planquées en Suisse... plus rien n'échappe à son contrôle.
Du collège royal à la DGED, récit d'une ascension irrésistible.

www.telquel-online.com

Que personne ne sorte

On va dire que je fais une fixation sur *Attajdid*. Et je veux bien l'admettre. C'est le seul journal islamiste autorisé au Maroc, et même si ses ventes n'ont rien d'extraordinaire (on attend le contrôle de l'OJD, mais on table au mieux sur 10 000 exemplaires/jour), on est bien obligé d'en tenir compte, puisqu'il n'y en a pas d'autre. Le scanner de temps à autre relève donc de la salubrité publique. Tout comme tirer la sonnette d'alarme, à chaque fois que c'est nécessaire. Eh bien nous y revoilà : c'est de nouveau nécessaire.

Depuis quelques mois, en effet, *Attajdid* se laisse franchement aller. Petit florilège de gros titres en Une, pour vous faire une idée : *"Le tabagisme féminin n'est convenable ni du point de vue de la religion, ni de celui de la nature, ni de celui de la morale"* ; *"Harcèlement et prostitution, des crimes d'Internet et du téléphone"* ; *"Atteintes à l'islam : quand l'art se drape dans la toge du diable"* ; *"Alcool, drague et danse du ventre : la fête qui voulait honorer la femme et qui l'a avilie"*... La fonction politique des Unes comme celles-là, on la connaît : flatter les instincts liberticides des bases, et donc entretenir leur fidélité au PJD – pendant que les élites du même PJD multiplient les signes "d'ouverture" pour rassurer et la monarchie et l'Occident. Un fonctionnement schizophrénique qui a largement fait ses preuves.

Le plus cohérent de la bande, finalement, c'est Mostafa Ramid (c'est sans doute pour ça, d'ailleurs, qu'il est au ban du parti). Ce pur et dur a lâché il y a quelques jours, du haut d'une tribune : *"Le Maroc n'est pas un pays islamique. Dans les faits, c'est un pays laïc, ne serait-ce qu'au vu de la facilité avec laquelle des musulmans achètent de l'alcool"*. M. Ramid a parfaitement raison : affirmer dans la Constitution que le Maroc est un pays islamique est une grosse hypocrisie. Mais notre convergence de vues s'arrête à ce constat. Je considère que pour sortir de l'hypocrisie, la Constitution devrait changer pour s'adapter à la réalité. Lui considère qu'au contraire, c'est la réalité qui devrait changer pour s'adapter à la Constitution. Et les Unes tapageuses d'*Attajdid*, au-delà de l'outrance, ne disent pas autre chose. Les femmes qui fument ? Une réalité, qu'il faudrait changer. Le "chat" et la drague par Internet ? Une réalité, qu'il faudrait changer. Les œuvres d'art iconoclastes, accessibles à tous pour cause de démocratisation du DVD ? Une réalité, qu'il faudrait changer. Les soirées musicales arrosées, 8 mars ou pas ? Une réalité, qu'il faudrait changer.

Selon M. Ramid, "le Maroc n'est pas un pays islamique ; dans les faits, c'est un pays laïc". Il a parfaitement raison !

AHMED R. BENCHEMSI

Au fond, laïcs comme islamistes, nous voulons tous le changement. Sauf que celui que nous préconisons (une laïcité assumée dans les textes) aurait pour corollaire de permettre à tout le monde de coexister sans hypocrisie : les dévots comme les athées, les puritains comme les libertins, les rigoristes comme les permissifs. Alors que le changement qu'ils préconisent, eux (une prohibition de tout ce qui n'est pas islamique), ne permettrait plus qu'à une seule catégorie d'exister : la leur. Nous ne leur disons pas "sortez" mais, au contraire, "vivons ensemble, et que chacun respecte l'autre". Eux nous disent sans se cacher : "nous ne vous respectons pas, et si vous ne voulez pas devenir comme nous, alors sortez". Libre à chacun de mettre dos à dos ces deux approches, en les estimant également respectables... ●

© Sebastien Micke/Paris Match

TELQUEL
telquel-online.com

Directeur de la publication et de la rédaction
Ahmed R. Benchemsi

Rédacteur en chef
Driss Ksikes

Chef des actualités
Karim Boukhari

Chef d'édition
Catherine Alix

Rédaction
Réda Allali, Nadia Benkacem, Driss Bennani, Chadwane Bensalmia, Abdellatif El Azizi, Hassan Hamdani, Nadia Lamlili, Cerise Maréchaud, Mehdi S. Alaoui, Bart Schut, Khalid Tritki

Correspondants
Abdeslam Kadiri (Europe)
Selma Mestiri (Moyen Orient)

Documentation, iconographie
Khadija El Alaoui

Crédit photos
AFP, AIC PRESS

Directeur artistique
Ahmed Arfaoui

Maquettiste, webmaster
Saïd Mejjat

Directeur commercial
Aziz A. Boucetta

Chefs de publicité
Siham Benlkorchi, Adil Sbar

Directrice administrative et financière
Nadia Akouri

Assistante de direction
Fatima Boutouzzaze

Diffusion
Abdelhak El Faiz

Comptabilité
Ziane Mansour

Facturation
Khalid Er-Rouif

Standard
Souad Ghomari

Logistique
Abdelkrim Rassiane

CTP et impression
Idéale

Distribution
Sochepress

TELQUEL est édité par
Presse Directe S.A.
13, rue Fnideq.
Casa-Anfa
Tél. 022 94 68 39
Fax 022 94 68 45
E-mail
courrier@telquel.info

Dossier de presse 24/01
Dépôt légal 0165/2001

CONCEPTION GRAPHIQUE
Ahmed Arfaoui

2004

Le numéro précédent a été tiré à **26 360 exemplaires**

Notre hom dans l'espio

La discrétion du patron de la DGED est à la mesure de sa puissance. Au terme d'une longue enquête, *TelQuel* retrace le parcours du patron du service d'espionnage le plus secret du royaume. Et dévoile les ressorts secrets de la confiance que Mohammed VI place en lui.

Yassine Mansouri lors de sa nomination à la tête de la DGED, le 14 février 2005

PORTRAIT-ENQUÊTE

PAR **KARIM BOUKHARI** ET **ABDELLATIF EL AZIZI**

Décembre 2003. Haut cadre au ministère de l'Intérieur, il signe un accord avec le gouvernement espagnol sur l'immigration

MAP

À l'enterrement de Abdellah Ibrahim, en septembre 2005

AIC PRESS

proches. *Mansouri, toujours proche du prince, s'est recroquevillé autour de sa petite famille et d'un cercle restreint d'amis. Il attendait son heure en se posant, comme tout le monde, des questions sur ce qui allait advenir du Maroc quand Hassan II disparaîtrait".*

Quand Mohammed VI accède au trône, en juillet 1999, il marque un temps d'hésitation avant de battre le rappel de ses anciens camarades de classe. Un événement, surtout, l'aide à trancher dans le vif : les émeutes de Laâyoune. *"En septembre 1999, une insurrection générale avait gagné Laâyoune,* raconte un responsable de l'époque. *La colère était telle que, le mois suivant, un groupe de ralliés du Polisario était monté jusqu'à Rabat pour protester officiellement devant le palais royal".* Les manifestants, à Laâyoune comme à Rabat, s'en prennent ouvertement aux méthodes répressives de Basri. Mais dans les coulisses, on ne manque pas de relever l'étrange passivité du même Basri devant les manifestations de colère de la population. Mohammed VI, fraîchement monté sur le trône, reçoit des échos peu rassurants de la situation. A l'exemple de ce slogan, alors repris par la foule à Laâyoune : *"Moute moute a la'âdou, l'malik mate ou khella oueldou ! (meurs, meurs, ô ennemi, le roi est mort, il a laissé son fils)".* Mohammed VI charge alors Mansouri de lui préparer un rapport sur les émeutes de Laâyoune. Secrètement et, surtout, à son usage exclusif. C'est à la lecture de ce rapport, peu favorable à Basri et à son bras droit Allabouch (deux hommes que Mansouri connaît sur le bout des doigts), que le nouveau roi remercie, à quelques semaines d'intervalle, le directeur adjoint de la DST puis le ministre de l'Intérieur. A l'instar d'autres anciens du collège royal (notamment Fouad Ali El Himma et Hassan Aourid, avec lequel il participe, la même année, à la création du centre de recherche Tarek Ibn Zyad), l'étoile de Mansouri recommence à monter. Le 16 novembre 1999, une semaine à peine après le limogeage de Basri, il est nommé directeur général de la MAP.

C'est à la tête de l'agence de presse officielle que la "méthode Mansouri" apparaît au grand jour. Elle est faite de persuasion et de discrétion, loin de tout esprit d'affrontement. *"Quand il a débarqué, on s'attendait à le voir couper des têtes,* racontent des anciens de la MAP. *Mais il n'en a rien fait. Il a composé avec les hommes en place, redistribuant les tâches des uns et des autres, se montrant très pointilleux sur la ligne éditoriale de l'agence, à la fois sévère et discret en cas de dérapage d'un membre de son équipe".* Adepte des solutions internes, Mansouri applique avec zèle cette règle universelle qui veut qu'"un bon gestionnaire est d'abord celui qui fait travailler les autres." Objectif : recadrer l'image et les méthodes de la MAP, sans rien toucher à ses orientations générales. Il réactive les bureaux internationaux et redessine les circuits de l'information confidentielle, désormais inaccessible en interne sauf pour le directeur... Autant de petites décisions à grands effets qui reboostent la MAP, même si elles ne sont pas du goût de tous ses employés.

AU SAHARA, IL RÉHABILITE DES FONCTIONNAIRES SOUPÇONNÉS DE SYMPATHIE ENVERS LE POLISARIO... POUR MIEUX LES CONTRÔLER

Notre homme dans l'espionnage

Parallèlement à son travail d'agencier rompu à la collecte d'informations parmi les plus pointues, Mansouri développe un réseau "diplomatique" intéressant, qui lui permet d'affiner son sens du dialogue : il noue le contact avec le syndicat de la presse, se rend aux réceptions d'ambassades, prend rendez-vous avec divers représentants politiques et économiques, tant au Maroc qu'à l'étranger. Au centre de cette véritable mine d'informations qu'est la MAP, il étoffe considérablement son portefeuille relationnel. Reste à le mettre à profit... Ce sera chose faite en mars 2003, quand Mohammed VI le désigne à la tête de la DGAI (direction générale des affaires intérieures), le département le plus important du ministère de l'Intérieur. Le timing choisi par le souverain n'échappe à personne : Mansouri a pour charge de préparer les élections communales de septembre, les premières consultations populaires depuis les événements du 16 mai, test islamiste à la clé. Encore une marque de confiance.

POUR GARDER L'ŒIL SUR LES FORTUNES MAROCAINES CACHÉES EN SUISSE, IL RÉACTIVE L'ANTENNE DE LA DGED À GENÈVE

Jamais sans mon roi

A la DGAI, Mansouri coiffe d'importantes divisions qui ont longtemps façonné le destin socio-politique du royaume : la direction des affaires générales (DAG) qui supervise le circuit des gouverneurs et walis, et celle des élections. A la DAG, l'ancien pensionnaire du collège royal contrôle le rendement des gouverneurs et participe à leurs mouvements décidés par le roi (nominations, réaffectations). En parallèle, il devient le premier filtre du circuit du renseignement local, par lequel transitent les notes rédigées par les chioukh et caïds et synthétisées par les gouverneurs. Au département des élections, il renoue le contact avec les partis politiques, toutes tendances confondues, pour préparer les élections. Contrôlant désormais les principaux leviers de commande politiques et sécuritaires, Mansouri est alors incontournable.

Au Sahara, région qu'il a bien connue du temps de Basri et où il a pu tisser un solide réseau d'amitiés, il entame une petite révolution personnelle en réhabilitant nombres de cadres et de fonctionnaires soupçonnés de sympathie envers le Polisario. *"Il n'est pas fou,* nuance l'un de ses collaborateurs. *Tout en récupérant ces gens, il défend l'idée de multiplier les contacts informels avec le Polisario et tous ses sympathisants, ne serait-ce que dans le but de recueillir un maximum de renseignements de première main".* Mansouri, et c'est là une autre clé du personnage, est en effet tout sauf un aventurier. Il n'entreprend rien de décisif sans le feu vert préalable du roi. C'est même, au-delà de ses qualités intrinsèques, l'une des raisons qui expliquent, selon nombre d'observateurs avertis, le très large capital-confiance dont il jouit auprès de son maître.

Sur le plan politique, Mansouri devient le premier "négociateur" auprès des partis, ainsi que des ONG en prise directe avec l'Etat. La reconnaissance officielle d'Annahj Addimocrati (extrême gauche) et du Badil Hadari (islamiste) porte sa signature. Rien d'étonnant à cela, tant le patron de la DGAI connaît les hommes-clés des deux partis. Mansouri autorise (ou refuse) les

Classe de sixième année secondaire au college royal (1978-79)

COLLÈGE ROYAL
Promotion M6

Après leur bac obtenu en 1981, cinq pensionnaires du Collège royal sont restés très proches du prince héritier : Fouad Ali El Himma, Rochdi Chraïbi, Yassine Mansouri, Hassan Aourid et Fadel Benyaich. Tous joueront un rôle de premier plan aux côtés de "Smyet Sidi", une fois devenu roi. Fouad Ali El Himma, ministre délégué à l'Intérieur, passe pour le numéro deux du régime. Sa proximité avec Mohammed VI (qu'il a suivi à l'université) n'est un secret pour personne. C'est l'homme de confiance du roi, celui qui est chargé aussi bien du suivi des dossiers politiques que de la supervision de la sécurité royale. Il est en concurrence directe avec Rochdi Chraïbi, à qui le monarque avait confié la direction du cabinet royal avant de lui faire traverser une période de disgrâce, aujourd'hui terminée, semble-t-il, mais sait-on jamais... Assez proche du patron de la DGED, Yassine Mansouri, (en compagnie duquel il a longtemps travaillé sous la férule de Driss Basri), Fadel Benyaich, lui, est actuellement "chargé de mission" au Cabinet royal. Un poste aux contours très vaguement définis... Quant à l'intellectuel de la bande, Hassan Aourid, lui aussi proche de Mansouri, il a été porte-parole officiel du Palais avant d'être nommé, en juin 2005, wali de Meknès - ce qui a été largement considéré comme une mise au placard ("trop cultivé", Aourid a la réputation d'agacer ses anciens condisciples). D'autres pensionnaires du collège royal dirigent encore des offices d'Etat, comme Noureddine Bensouda aux impôts. Seul à avoir franchement coupé avec le milieu royal (ce qui demandait un courage certain), Karim Ramzi, devenu photographe de mode en Europe. Très coté, du reste... ●

marches de protestation et les sit-in, notamment en matière de droits de l'homme, participe à la naissance de l'IER, aux négociations du royaume avec l'Europe (pêche, drogue, émigration clandestine), etc. Son domaine d'influence s'étend jusqu'aux chaînes de télévision, qu'il a bien connues du temps de la MAP, et qui sont depuis restées à son écoute, au même titre que d'autres proches du roi.

Il n'a pas été, non plus, étranger à la nomination de l'un de ses collaborateurs et amis, Mohamed Khabachi, à la tête de la MAP en septembre 2003. Pour l'anecdote, Khabachi est un ancien représentant de l'agence à Nouakchott, ce qui confirme la sensibilité de la capitale mauritanienne aux yeux du royaume. Mais bien avant sa nomination à la tête de la DGED, il était évident, comme nous l'a encore confié l'un de ses proches, que *"Mansouri n'allait pas en rester là"*. Du moment qu'il était présent sur tous les dossiers chauds et qu'il avait la confiance du roi...

Un espion en costume cravate

C'est un civil, un homme public qui ne fume pas, ne boit pas et garde souvent un chapelet à portée de la main, qui est intronisé à la tête de la DGED en février 2005. Le descriptif peut surprendre par sa légèreté, mais il résume toute l'étendue du changement effectué à la tête d'un département-clé dans la vie du royaume. En terme d'image, la nomination de Mansouri est une révolution qui affirme, à sa manière, le style Mohammed VI. Ce qui ne passe pas forcément sans heurts, comme on s'en aperçoit dès la cérémonie de passation de pouvoirs entre Mansouri et son prédécesseur, le général Ahmed Harchi. *"Quand il est convoqué au palais royal, Harchi ne sait pas ce qui l'attend,* nous raconte cette source qui a suivi l'évènement de près. *En dehors de Mansouri, les autres présents étaient à peine mieux lotis que le général, puisque briefés dans les quelques heures qui ont précédé la cérémonie. Même le communiqué officiel a été rédigé à la va-vite par l'un des conseillers royaux"*. Harchi, en quittant le palais dûment décoré, jette rageusement son wissam à l'intérieur de la voiture, avant de démarrer en trombe. Un signe d'énervement qui n'a d'ailleurs pas manqué d'être rapporté (probablement en plus amplifié) au roi...

A la DGED, Mansouri applique les recettes qu'il a déjà éprouvées à la MAP. Pas de chasse aux sorcières - du moins pas de manière déclarée - mais un reclassement général des cadres de la boîte. *"Les anciens le voyaient comme un novice qui n'allait pas tarder à se casser les dents, et ils le craignaient surtout parce qu'il avait l'oreille du roi,* nous explique notre source. *Depuis, ils ont dû se raviser. Même s'il n'a pas l'envergure d'un Kadiri ou la poigne d'un Dlimi (NDLR : anciens* "grands" *patrons de la DGED), ni le réseau international d'un Laânigri (NDLR : ancien responsable de la 'direction de l'espionnage' de la DGED), Mansouri a forcé le respect par sa capacité de travail, ses angles d'analyse et son ouverture sur le monde extérieur"*. Malgré la consigne claire de pousser progressivement la vieille garde à la sortie, Mansouri joue, du moins en apparence, la carte de la continuité. Il maintient ainsi un militaire à la tête du service le plus sensible de la maison, celui de "l'action". Et va, pour le symbole, jusqu'à conserver la voiture de service de son prédécesseur - une modeste Mercedes, alors que tout le monde s'attendait à le voir rouler dans une BMW flambant neuve, comme ses pairs de la "génération M6".

Malgré tout, ce sont les signes de rupture qui l'emportent. Contrairement à ses prédécesseurs, le nouveau patron de la DGED s'attache aussi à rester un personnage public. Habitué à la foule (il avait notamment pris part aux marches pour la Palestine et l'Irak), il n'hésite pas à se rendre à l'enterrement de Abdellah Ibrahim, fondateur de l'UNFP historique. Mieux : on l'y voit tendre l'oreille aux journalistes autant qu'aux personnalités politiques. Un témoin raconte : *"Ce jour-là, Mansouri est resté silencieux alors que les autres officiels (NDLR : notamment le premier ministre Jettou et le conseiller royal Mouâtassim) se sont exprimés en public. Cette cérémonie a finalement confirmé ce qu'on savait déjà : le patron de la DGED est d'abord un homme d'écoute et d'analyse, quelqu'un qui grignote discrètement sur les positions des autres"*. Sa dimension d'homme public, ses amis la mettent sur le compte de *"la volonté (royale) d'humaniser la DGED et de lui faire suivre le modèle américain, où les sécuritaires sont des personnages politiques à part entière"*. D'autres y voient, plutôt, le signe que *"le roi prépare Mansouri à assumer une fonction gouvernementale, peut-être le ministère de la Défense"*.

IL NE FUME PAS, NE BOIT PAS, PRIE ASSIDÛMENT... UN PROFIL QUI TRANCHE AVEC CELUI DE SES ANCIENS CAMARADES DE CLASSE

AIC PRESS

LA GAZETTE DU MAROC

En attendant d'y voir plus clair, Mansouri a entrepris un toilettage interne de la DGED, conformément, encore une fois, à la volonté royale. Un exemple parmi d'autres, que les amis de Mansouri n'hésitent pas à monter en épingle : *"La DGED n'avait pas de véritable antenne à Genève. Dès son arrivée, Mansouri l'a redynamisée. Objectif : garder un œil sur les fortunes marocaines qui dorment dans les coffres suisses. Rien ne doit échapper au contrôle de la maison"*. Au-delà des principaux objectifs qui lui ont été assignés (rajeunissement des effectifs, réduction de l'influence de l'armée, contrôle de la caisse noire du service, drainage des capitaux étrangers...), Mansouri doit aussi superviser des dossiers plus "politiques", dont deux principaux : le terrorisme et le Sahara. Son avenir à la tête de la DGED (comme tout son avenir, d'ailleurs), dépendra beaucoup de son habileté à gérer ces deux dossiers brûlants. Mais il dépendra bien évidemment, et avant tout, de la confiance que le roi continuera - ou pas - à lui accorder. ●